

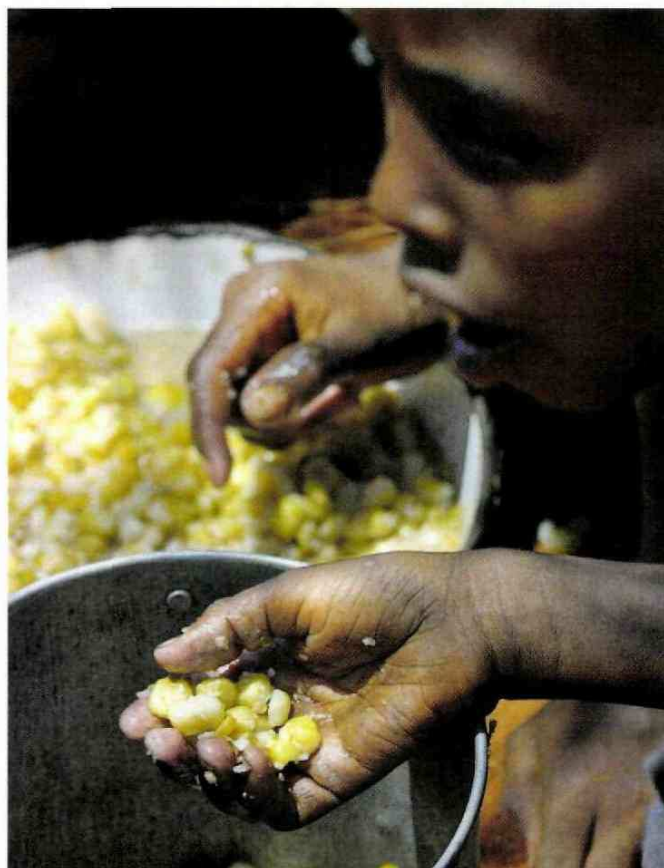


Haïti : la fabrique des crève-la-faim

En l'espace de quelques secondes, le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a ravagé 60 % du PIB haïtien, dont 60 % des récoltes de ce pays qui figure parmi les plus pauvres au monde. Fuyant la misère et la désolation de Port-au-Prince, la capitale, près d'un demi-million de personnes ont migré en direction des campagnes. Cet exode constitue une pression supplémentaire, là où les structures étaient déjà inexistantes. À l'heure également où les greniers sont vides. En avril 2008, les émeutes de la faim contre la cherté des produits de première nécessité, en l'occurrence le riz, avaient montré l'ineptie de politiques à l'œuvre qui, au fil des ans, ont conduit à la destruction des cultures vivrières. Les manifestations ont été alors brutalement réprimées : cinq morts, dont un casque bleu et plus de 500 blessés. La crise politique, latente, s'est musclée, entraînant la chute du premier ministre, Jacques Édouard Alexis. Depuis, rien a changé. « La libéralisation

de l'économie a entraîné une forte dégradation dans le secteur agricole avec l'exposition aux importations des produits alimentaires », rappelait à l'époque Iderle Brenus, porte-parole adjointe du Mouvement paysan Papaye (MPP). Au début du XX^e siècle, pourtant, Haïti produisait près de 80 % de sa nourriture de base. Mais cette souveraineté alimentaire est passée sous les fourches Caudines des politiques d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui ont conditionné leurs aides financières à la libéralisation du marché. La politique de fiscalité du gouvernement qui a, pour l'essentiel, reposé sur les épaules de la paysannerie, a fini par dépecer le secteur de l'agriculture. Les paysans, qui représentent 60 % de la population haïtienne, n'ont pu faire face à l'invasion de produits étrangers, essentiellement en provenance des États-Unis, et hypersubventionnés.

CATHY CÉÏBE



Tony Karimbas / AFP